



AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT

VIABILITÉ DE LA DETTE

**dans le contexte de la
dépendance et du
sous-développement de
l'Afrique**

Lecture d' Opa Kapijimpanga
(AfCoDD III)



Introduction:

L'Afrique est à nouveau plongée dans une grave crise de la dette et recherche une aide extérieure. Cette nouvelle crise survient à peine 10 ans après la première crise de la dette (années 1980), qui a été résolue grâce à l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) (1999) et à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) (2005). L'arrivée de la deuxième crise (début 2020) dans le contexte d'une réalité mondiale complexe soulève la question de savoir si nous pouvons ou non anticiper une troisième crise de la dette à l'horizon et, en général, si l'Afrique ne restera pas dans un mode de crise permanente de la dette. Pour répondre à cette question ainsi qu'à la question plus directe posée au cours de la troisième Conférence africaine sur la dette (AFCODD), à savoir « L'Afrique peut-elle parvenir à une dette durable dans le cadre du néolibéralisme ? », nous devons « reprendre les études et les politiques émancipatrices de la génération précédente d'intellectuels issus du mouvement post-indépendance des années 1960 et les reformuler pour répondre aux besoins du monde d'aujourd'hui ». En réponse à cet appel du Collectif sur l'économie politique africaine (CAPE), ce document tente de répondre à la question de la viabilité de la dette africaine à travers les théories de la dépendance et du sous-développement basées sur la théorie Centre-Périphérie et émet l'hypothèse que si l'Afrique ne sort pas du mode de dépendance et de sous-développement dans lequel elle est piégée depuis le colonialisme, elle restera dans des crises perpétuelles liées à la dette. Il est donc inévitable de se détacher des institutions et des processus qui enferment l'Afrique dans ce mode pour assurer la viabilité de la dette et le développement à long terme de l'Afrique sur une base élargie. La responsabilité de générer un contre-pouvoir de transformation incombe totalement aux Africains, comme le suggère notre expérience historique à ce jour.

La valeur d'une théorie du développement réside dans sa capacité à révéler la réalité de la société et à fournir une voie pour sa transformation. Les écoles structuralistes des années 1960 reflétaient quelque peu la réalité des pays africains et étaient largement fondées sur une critique du capitalisme (et de la colonisation) et proposaient le socialisme comme alternative. À cet égard, lors de leur accession à l'indépendance, de nombreux pays africains ont été influencés par l'école structuraliste et ont tenté d'adopter certaines mesures en faveur de la modernisation et de l'industrialisation, y compris la substitution des importations et la promotion des idées d'autosuffisance, etc. Leur tentative d'approfondir leur compréhension de cette voie de développement a été dépassée par le néolibéralisme qui a été imposé par le consensus de Washington par les institutions financières internationales (IFI) : la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) par le biais de prêts et de subventions d'ajustement structurel. Aujourd'hui, l'Afrique est à la recherche d'un nouveau paradigme au-delà du néolibéralisme, un paradigme transformateur.

La première partie de ce document examine donc le cadre théorique qui sert de base à notre conversation sur la viabilité de la dette. La deuxième partie est une analyse de la première crise de la dette, du contexte et des processus menant à sa « résolution ». Dans ce cadre, nous examinons l'enthousiasme du développement de l'après-Seconde Guerre mondiale, le rôle des mouvements sociaux et le processus d'allègement de la dette. Dans la troisième partie du document, nous examinons l'évolution du contexte de développement après 2011 et brièvement la crise de la dette à laquelle l'Afrique est actuellement confrontée. Nous tirons enfin quelques conclusions et allons de l'avant. Le présent document s'attend à ce qu'il y ait un accord sur le fait qu'en tant qu'Africains, nous devons entreprendre le voyage de transformation et nous libérer de la dépendance et du sous-développement en nous détachant des idées, des institutions et des processus qui sapent le développement de l'Afrique : nous devons quitter la périphérie du capitalisme mondial si nous voulons vraiment être nos propres décideurs. Si cela ne se produit pas, l'Afrique restera dans un état d'endettement insoutenable et permanent vis-à-vis du centre (les pays riches au centre) et ne sera pas un décideur !



Première partie :

**Le cadre théorique :
L'école structuraliste : dépendance et
sous-développement.**

Avant la décolonisation, les relations entre les pays impériaux et leurs colonies étaient caractérisées par un système de domination et d'exploitation sur la base duquel ils ont entamé leur industrialisation. Les colonies étaient sous le contrôle politique, économique et militaire des puissances impériales. En termes généraux, la nature globale du colonialisme comportait les caractéristiques clés suivantes que nous connaissons :



Exploitation économique

Les colonies étaient des sources de matières premières, de main-d'œuvre bon marché et de marchés pour les produits manufacturés fabriqués dans les pays impériaux.



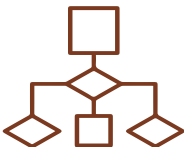
Le contrôle politique

Afin d'exercer un contrôle économique, les pays impériaux ont exercé un contrôle politique sur leurs colonies. Les lois, les règlements et les politiques étaient déterminés par les puissances coloniales, et les populations locales étaient peu ou pas représentées dans le processus de prise de décision.




Domination culturelle

Les puissances impériales ont imposé leurs normes culturelles, leur langue et leurs valeurs aux habitants des colonies, ce qui a conduit à la suppression ou à la marginalisation des cultures et des traditions locales, y compris des connaissances traditionnelles.



Hiérarchies sociales

Le colonialisme a souvent renforcé les hiérarchies sociales, les colonisateurs européens occupant des positions de pouvoir privilégiées et les populations locales étant confrontées à la discrimination et à la marginalisation.




Pratiques d'exploitation de la main-d'œuvre

T Dans de nombreuses colonies, le travail forcé, la servitude sous contrat et d'autres pratiques d'exploitation étaient monnaie courante, les populations locales étant soumises à des conditions de travail pénibles et à des droits limités dans le cadre de l'accumulation primitive. trabalho forçado, servidão contratada e outras formas de trabalho exploratório eram comuns em inúmeras colônias, onde a população local suportava duras condições de trabalho e não tinha direitos trabalhistas como parte do processo de acumulação primitiva.

Dans l'ensemble, la relation économique reposait sur l'extraction de richesses et de ressources des colonies, souvent par le biais d'une accumulation primitive.

En observant les relations coloniales, l'école structuraliste des années 1950 a inventé la théorie centre-périphérie : initialement par Rao Prebisch (un économiste argentin) qui a soutenu dans son article fondateur en 1949 que dans ce contexte, les pays et les régions du monde pouvaient être classés comme étant le centre ou la périphérie, le centre comprenant les nations industrialisées avec des économies fortes, une technologie avancée, une puissance financière, un pouvoir et un contrôle politiques et bénéficiant le plus des activités économiques mondiales, telles que la fabrication, la finance, les services de grande valeur, le libre-échange, etc. et la périphérie composée de pays ou de régions moins développés qui dépendent économiquement du centre pour les attributs du centre mentionnés ci-dessus, en particulier la finance, les biens d'équipement, les services à haute valeur ajoutée et le soutien dans leurs décisions. Les pays de la périphérie fournissaient des minéraux et des matières premières, une main-d'œuvre bon marché, des produits agricoles, etc. à des prix déterminés par le centre et, par conséquent, les termes de l'échange ont joué contre eux, créant un excédent au centre. Ils avaient des capacités limitées en matière d'industrialisation et de technologie, car celles-ci étaient développées au centre. La périphérie se caractérisait en outre par des salaires peu élevés et un accès limité aux marchés et aux ressources mondiales. Hans Singer (un économiste britannique spécialiste du développement) est parvenu à la même conclusion et, en ce qui concerne le commerce international et les termes de l'échange, Prebisch et Singer ont tous deux formulé l'hypothèse Prebisch-Singer selon laquelle les termes de l'échange des produits de base diminuent avec le temps par rapport à ceux des produits manufacturés. Les prix des matières premières affichent une tendance à la baisse au fil du temps par rapport aux produits manufacturés dont la demande et les prix augmentent avec le temps. (Des études l'ont démontré)

Étant donné que de nombreux pays africains dépendent d'un petit nombre de produits de base pour générer la majorité de leurs recettes d'exportation, les tendances à la baisse des prix du marché des produits de base affectent le niveau de leurs recettes d'exportation et, par conséquent, leur capacité à assurer le service de la dette extérieure libellée en devises étrangères. Comme nous le verrons plus loin, c'est l'un des facteurs qui a contribué à la première crise de la dette.




La décolonisation, qui s'est produite dans les années 1960, a considérablement remodelé la carte politique du monde et a conduit à l'émergence de nombreux pays nouvellement indépendants. Cependant, l'héritage du colonialisme a continué à avoir un impact sur les sociétés et les économies de diverses manières, même plus de 50 ans après la fin officielle de la domination coloniale. C'est la base de la notion de néocolonialisme qui affirme que les structures économiques coloniales et la mentalité restent en place pour faciliter l'exploitation continue du continent et que les Africains ont encore besoin de décoloniser leur esprit. Aujourd'hui encore, de nombreux pays africains conservent des lois coloniales dans leur législation ! Dans leur tentative de se libérer du néo-colonialisme, les pays africains de l'ère post-indépendance ont tenté de suivre l'école structuraliste et ont adopté le nationalisme avec des politiques de substitution aux importations, des investissements dans le capital humain pour acquérir des compétences, et ont généralement cherché à emprunter la voie de l'autonomie.

Avec la décolonisation, une grande partie de la réflexion sur le développement dans le centre était basée sur les modèles linéaires de croissance qui affirmaient que tout ce dont l'Afrique avait besoin était la modernisation et la croissance économique comme voie vers le développement. Dans le contexte de l'idéologie du néolibéralisme qui se mettait en place, la notion de pays en voie de développement a été attribuée aux pays africains et ceux-ci sont appelés à devenir « développés » comme ceux des pays anciennement impériaux. L'accent est mis sur l'évaluation des pays individuels et sur la façon dont chacun progresse en fonction d'indicateurs développés par le centre, tels que le produit intérieur brut (PIB) et les taux de croissance.

Dans sa publication de 1966 intitulée « Development of Underdevelopment », Andre Gunder Frank, un universitaire latino-américain, a remis en question les théories du développement qui prévalaient à l'époque, affirmant que le sous-développement et la pauvreté dont souffrent les pays de la périphérie (l'Afrique et le Sud en général) ne sont pas simplement le résultat de facteurs internes ou d'un manque de progrès, mais qu'ils sont étroitement liés à leurs relations historiques et continues avec des pays plus développés, en particulier les anciennes puissances coloniales. Il a inventé la notion de dépendance, affirmant qu'en fait, le niveau de développement du centre était fondé sur la poursuite de l'exploitation de la périphérie par le biais du néocolonialisme, de manière subtile, notamment en ce qui concerne les termes de l'échange, la domination des sociétés multinationales ainsi que la dette et l'aide au développement (pour adoucir le néocolonialisme - Opa). Le sous-développement est donc une conséquence de cette exploitation permanente, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un stade de développement (les ressources ont en fait circulé de la périphérie vers le centre, enrichissant ce dernier aux dépens des populations de la périphérie). Par conséquent, les pays sous-développés sont structurellement désavantagés par un système mondial de relations économiques et politiques inégales, le capitalisme mondial.

Il a affirmé que pour parvenir à un véritable développement, il fallait s'affranchir de la dépendance à l'égard des pays dominants, promouvoir l'autosuffisance et emprunter des voies de développement économique et social plus équitables et plus autonomes. Sur les traces de Frank, Samir Amin, un grand érudit africain, a inventé la notion de déliaison (au-delà de la rupture) en tant que refus de se soumettre aux exigences du centre parce que chaque société a la capacité de définir une gamme alternative d'options économiques internes.

La théorie de la dépendance de Frank a suscité des débats et des critiques considérables, mais elle a influencé les théories du développement ultérieures et a contribué à une meilleure compréhension de la dynamique complexe et des défis du développement dans le contexte mondial. Ses travaux ont mis en évidence l'importance des facteurs structurels, des héritages historiques et des relations internationales dans l'élaboration des perspectives de développement des pays, en particulier ceux du Sud.



Suivant les traces d'Andre Gunder Frank, Thomas Yalonde Clive, économiste marxiste du développement originaire de Guyane, qui a également passé du temps à l'université de Dar-es-salaam en Tanzanie dans les années 1970, explique dans son livre « Dependency and Transformation : Economics of Transition to Socialism », publié en 1974, explique plus en détail les notions de dépendance et de sous-développement. Selon Thomas, le sous-développement est « l'absence d'un lien organique, ancré dans la science et la technologie (indigènes), entre le modèle et la croissance de l'utilisation des ressources nationales et le modèle et la croissance de la demande nationale, et (deuxièmement) la divergence entre la demande nationale et les besoins de la population ». Thomas affirme que nous devons nous industrialiser grâce à la science et à la technologie pour produire les intrants dont nous avons besoin pour transformer nos ressources en produits manufacturés finaux. À défaut, l'Afrique ne fait que transférer la majeure partie de la valeur ajoutée ailleurs. Cela signifie en réalité que les importations par l'Afrique de biens d'équipement et de matériel pour traiter ses ressources transfèrent des emplois et des revenus en dehors du continent. De même, l'exportation de ressources comme les matières premières transfère également des emplois et des revenus ailleurs. L'Afrique doit donc s'industrialiser avec des chaînes de valeur complètes pour mettre fin à la dépendance et au sous-développement. À cet égard, l'Afrique a donc la responsabilité de se libérer de la dépendance et du sous-développement.

Il a fait valoir qu'en tant que pays dépendant, le pays survit à la périphérie du capitalisme international qui a une loi inhérente de développement inégal ou, comme Clive l'a dit, le capitalisme contient en lui-même une dynamique anticipée de sous-développement. Cela signifie que si un pays se trouve en périphérie, il sera soumis à des forces et des processus qui rendent difficile l'établissement d'un lien organique entre la dotation en ressources, leur utilisation, et la demande. En d'autres termes, la périphérie sera toujours exploitée par le centre et restera sous-développée. Thomas utilise donc la théorie à des fins d'analyse, mais aussi pour élaborer une stratégie de développement : Transformation industrielle (valeur ajoutée) à partir de la base de ressources. Comme Frank, Thomas a ensuite affirmé que l'Afrique devait se détacher du système capitaliste mondial et s'engager sur la voie du socialisme.

Aujourd'hui, nous ne parlons peut-être pas de la déliaison comme d'un processus radical de rupture comme dans les années 1970, étant donné la nécessité d'une interdépendance durable pour tous les pays du monde et le besoin de paix, de sécurité et d'égalité pour l'ensemble de l'humanité. Ainsi, aujourd'hui, la déliaison signifie la rupture avec les idées (telles que le néolibéralisme), les processus et les institutions qui renforcent notre dépendance à l'égard du centre et nous placent donc dans une situation de sous-développement. Nous devons faire tout notre possible pour que l'Afrique cesse d'être dépendante du Centre grâce à la transformation industrielle du continent (basée sur le développement de la science et de la technologie), comme nous l'avons indiqué dans notre Agenda 2063, dans l'Afrique que nous voulons ! Nous devons sortir de la périphérie et devenir la puissance mondiale que nous sommes potentiellement ! Pour ce faire, nous avons toutefois besoin d'un État fort en matière de développement.

Ce qu'il faut retenir de la discussion sur la dépendance:



Nous devons comprendre notre contexte historique, les relations de pouvoir inégales et les forces extérieures qui façonnent la trajectoire de développement de notre continent.



Nous devons comprendre les institutions, les idées et les forces mondiales qui placent le continent dans une situation de dépendance et de sous-développement.



La déliaison : Nous devons nous détacher des idées (telles que le néolibéralisme), des processus et des institutions qui renforcent notre dépendance à l'égard du centre et nous placent donc dans une situation de sous-développement.



Nous avons besoin d'une théorie du développement pour nous aider à comprendre notre réalité concrète, non pas ce que d'autres croient et nous disent, mais une théorie qui puisse nous aider à élaborer des stratégies pour un développement durable à grande échelle.

Partie II :

La première crise de la dette,
le contexte et les processus de
résolution:



La première crise de la dette africaine des années 1980 et 1990 a fait l'objet d'une abondante littérature. Les causes de la crise sont manifestement multiples et interdépendantes. Il s'agit notamment de la combinaison de défis intérieurs et de facteurs extérieurs. D'une part, la crise est attribuée à la mauvaise gouvernance, aux infrastructures déficientes, à la corruption généralisée, à la mauvaise gestion des ressources par les gouvernements africains, aux déséquilibres macroéconomiques, notamment aux taux d'inflation élevés, aux déficits budgétaires, aux faibles niveaux de croissance économique, aux déséquilibres commerciaux qui ont affaibli leurs économies et rendu difficile la gestion de leurs obligations en matière de dette, etc. En ce qui concerne les facteurs externes, les causes ont été attribuées aux chocs pétroliers, aux termes de l'échange défavorables et à la baisse des prix des produits de base entraînant une réduction des recettes d'exportation, aux taux d'intérêt élevés et aux conditions de prêt défavorables (certains prêts étaient assortis de conditions onéreuses et de calendriers de remboursement rigoureux qui ont grevé les budgets nationaux). Les facteurs susmentionnés peuvent avoir leurs propres mérites.

D'un point de vue structuraliste cependant, il était évident que les causes sous-jacentes de la crise étaient le fait que les économies africaines étaient toujours enfermées dans un mode de dépendance et de sous-développement (mode néocolonial). (mode néocolonial). À cet égard, certaines des causes sous-jacentes (véritables causes profondes) sont les suivantes :

- * L'indépendance a suscité beaucoup d'enthousiasme pour l'autodétermination et la rupture avec le passé colonial. Les pays africains ont regardé à gauche, à droite et ont essayé toutes sortes de modèles de développement : il y avait une certaine forme de division en Afrique. Certains voulaient le socialisme (Tanzanie), d'autres le capitalisme et d'autres encore le non-alignement. Certains ont opté pour le nationalisme (le groupe de Monrovia) et d'autres pour une union/fédération panafricaine (le groupe de Casablanca) . On peut dire qu'il y a eu une certaine confusion qu'il a fallu du temps pour dissiper. Avec seulement 25 ans d'indépendance, il y a eu peu de temps pour se libérer des structures économiques coloniales. De même, les anciennes puissances impériales ont conservé l'emprise et le niveau d'influence nécessaires pour maintenir les anciens systèmes en place par le biais de l'aide au développement et des prêts.
- * Les économies africaines reposaient encore sur la production et l'exportation de matières premières. Le revenu national et celui de la population dépendent en grande partie des recettes, y compris des devises pour le remboursement de la dette extérieure. Mais les pays n'ont absolument aucun contrôle sur les prix de leurs produits de base et sont donc sujets à une baisse à long terme des termes de l'échange, comme l'indique la thèse de Prebisch-Singer. Au cours des années 1980, les prix des produits de base non pétroliers ont connu une chute spectaculaire, attribuée à une baisse de la demande partiellement due aux progrès technologiques (remplacement du cuivre par la fibre optique, des fibres naturelles par des matières synthétiques et utilisation de matériaux plus légers, par exemple pour les voitures afin d'économiser du carburant à la suite des chocs pétroliers des années 1960 et 1970, par exemple) et à une légère baisse de la production industrielle dans les pays de l'OCDE au cours de la période 1975-1980. L'impact a été considérable, avec une perte estimée à plus de 35 milliards de dollars de recettes en devises pour la seule année 1988 ! En outre, la dépréciation du dollar américain de 1985 à 1987 a entraîné une hausse des prix des produits manufacturés allant jusqu'à 44 % ! Ces effets ont eu un impact négatif important sur les recettes en devises, entraînant l'étranglement des importations, l'incapacité à rembourser les dettes croissantes et donc la contraction des économies. Pour les pays africains non producteurs de pétrole, les hausses des prix du pétrole de 1973-1974 et de 1978-1999 ont été des chocs supplémentaires . Il est évident que le fait de dépendre de la production de matières premières ne favorise pas la viabilité de la dette !

- * Les institutions qui sont censées travailler en notre faveur ne le font pas ! Alors que la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a été créée par les Nations unies à l'instigation des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique pour sauvegarder les intérêts des pays pauvres, elle est restée sous le contrôle des pays riches. Elle s'est davantage préoccupée de la stabilisation des prix des matières premières que de la manière dont ces pays pourraient sortir du mode de production des matières premières ! Dans le cadre de l'accord commercial de Lomé entre l'Afrique et l'Europe, un fonds de stabilité des déficits de recettes en devises, le STABEX, a également été créé. Les efforts visant à ce que la CNUCED fasse fonctionner le Fonds pour aider les producteurs primaires à stabiliser leur offre n'ont pas été approuvés par les pays riches ; ils ont plutôt cherché à renforcer la position du FMI et ses conditionnalités (voir ci-dessous). Il convient également de mentionner que le commerce des produits de base était dominé par les sociétés transnationales des pays riches, sur lesquelles la CNUCED n'avait aucun contrôle, et que la CNUCED s'est concentrée sur la stabilisation des prix des produits de base plutôt que sur le programme d'industrialisation de l'Afrique .
- * À la suite de la première crise de la dette du Mexique, le FMI a commencé à exiger des pays qu'ils modifient radicalement leurs politiques économiques nationales comme condition à l'approbation de son aide. Par le biais de la facilité d'ajustement structurel de 1986 et de la facilité d'ajustement structurel renforcée de 1987, le FMI a imposé des conditionnalités comprenant des dévaluations qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette d'un pays déjà endetté ! Sans compter que les facilités elles-mêmes étaient des prêts et non des subventions ! Ce qui ne fait qu'aggraver la situation de crise !
- * Le manque d'industrialisation et de diversification a limité la capacité des pays africains à générer davantage de devises. En raison de cette contrainte structurelle, il était difficile pour les pays de générer des revenus suffisants pour rembourser leurs dettes.
- * Développement limité du capital humain : L'insuffisance des investissements dans l'éducation, les soins de santé et le développement des compétences a entraîné un manque de main-d'œuvre qualifiée et une diminution du capital humain. L'absence d'une main-d'œuvre bien éduquée et formée a limité la productivité et l'innovation, entravant la croissance économique et la capacité à faire face à la crise de la dette de manière efficace.
- * O Avec des Etats relativement faibles, confrontés à une forte demande de services de la part des citoyens ordinaires et à des traits élitistes , les pays africains ont été soumis à des « prêts illégitimes » par le biais de prêts irresponsables accordés par les agences de crédit à l'exportation des pays riches. (voir le travail d'AFRODAD sur les agences de crédit à l'exportation).
- * L'État africain faible n'a pas été en mesure d'aller de l'avant avec une stratégie de transformation claire et s'est contenté de mendier l'annulation de la dette !

En 1990, la plupart des pays étaient donc très endettés et il fallait faire quelque chose ! Cela s'explique en grande partie par le contexte de développement de l'après-guerre et par le rôle de plaidoyer et de lobbying joué par les mouvements sociaux et les ONG.

Le contexte de développement après la seconde guerre mondiale :

La coopération internationale au développement a connu un essor fulgurant au début des années 1960, sous l'impulsion de l'optimisme et de l'enthousiasme suscités par le développement après la guerre mondiale. Les années 1960-1970 ont été considérées comme la première décennie du développement et les années 1970-1980 comme la deuxième, afin de soutenir les nouvelles nations d'Afrique qui émergeaient de la domination coloniale. Le continent africain était envahi de volontaires du monde entier, enseignants, médecins, conseillers techniques, etc. Il y a eu une grande solidarité entre les gens du Centre et de l'Afrique. L'action de la société civile est régie par cette solidarité. De même, les gouvernements du Centre se sont empressés de promettre des ressources financières allant jusqu'à 0,7 % de leur revenu national brut.

La Commission Pearson 1969:

Avec le soutien de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), une « Commission du développement international » a été créée en 1968 sous l'égide des Nations unies et dirigée par Lester B. Pearson, qui venait d'achever son mandat de Premier ministre canadien et avait reçu le prix Nobel de la paix. La Commission a été chargée d'examiner les questions liées au développement mondial et à la coopération internationale. Son rapport final, intitulé « Partenaires pour le développement », a été publié en 1969. Le rapport examinait divers aspects du développement mondial et proposait des recommandations pour relever les principaux défis, notamment la pauvreté, l'inégalité et le sous-développement.



Le rapport demandait notamment:

- * Intensification de la coopération internationale et du partenariat entre les pays développés et les pays en développement afin de promouvoir le développement économique, de réduire la pauvreté et de relever les défis mondiaux.
- * Une aide au développement plus efficace, coordonnée et harmonisée (efficacité de l'aide) aux pays en développement.
- * La nécessité d'augmenter les ressources financières, de mieux cibler les programmes d'aide et d'améliorer les mécanismes de fourniture de l'aide afin de maximiser l'impact de l'aide au développement.
- * Des politiques commerciales internationales justes et équitables qui promeuvent les intérêts des pays en développement.
- * Nécessité d'accroître l'investissement privé et la mobilisation des ressources nationales dans les pays en développement.
- * Transfert de technologie pour favoriser le développement économique des pays en développement, y compris des mesures visant à faciliter le transfert de technologie, à encourager la recherche et le développement et à promouvoir l'innovation technologique dans les pays en développement.

Grâce à ce cadre qui a mis en évidence la nécessité d'une action collective, d'un partenariat et d'une approche globale pour résoudre les problèmes complexes auxquels sont confrontés les pays en développement, les pays africains très endettés ont pu s'adresser aux pays créanciers dans l'espoir d'obtenir un allègement de la dette et, dans une plus large mesure, une annulation de la dette.

Le rôle de la société civile dans l'appel à l'annulation de la dette^{xvii}

La société civile, tant au nord qu'au sud, s'est fortement mobilisée pour réclamer l'annulation de la dette. Alors que la pression de la dette et les programmes d'ajustement structurel avaient un impact visiblement négatif sur les populations des pays endettés à travers le monde, les campagnes pour l'annulation de la dette se sont intensifiées grâce à la consolidation et à la formation d'ONG et de coalitions axées sur la question de la dette. Les réseaux transnationaux, notamment le Forum et le réseau africains sur la dette et le développement (AFRODAD), le Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD), le Forum sur la dette et le développement d'Amérique latine (FONDAD), la Campagne pour la libération de la dette (FDC) d'Asie, de nombreux réseaux et organisations aux États-Unis, dont « 50 ans, ça suffit » et le mouvement mondial Jubilee 2000 (pour n'en citer que quelques-uns), se consolidaient autour d'un programme commun, l'annulation de la dette. Ces organisations ont entrepris des activités de lobbying et de plaidoyer auprès des gouvernements du Nord, des organisations intergouvernementales et même des principaux décideurs : le G7 (groupe des pays les plus avancés (Centre) composé du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, des États-Unis et du Royaume-Uni). Le mouvement Jubilé 2000 a été le plus fort et a réussi à recueillir 17 millions de signatures dans le monde entier pour que les créanciers annulent la dette d'ici à l'an 2000. Lors de la réunion de Cologne où la pétition a été remise, les pays du G7 ont convenu d'une initiative PPTÉ (pays pauvres très endettés) renforcée qui fournirait jusqu'à 80 % de l'allègement de la dette aux pays pauvres. Il est largement reconnu que la société civile du monde entier a eu un impact sur le processus.



Il est toutefois important de souligner que les organisations et les mouvements de la société civile participant à la campagne sur la dette se sont appuyés sur des bases différentes pour mener leur campagne et ont abordé le processus de campagne de différentes manières. De nombreuses ONG en Afrique comptent des personnes qui ont été exposées aux questions relatives au néocolonialisme, au sous-développement et à la dépendance, à la nature des relations de pouvoir entre le centre et la périphérie et aux difficultés auxquelles les pays africains sont confrontés dans leurs efforts de développement. Notre approche, en tant qu'Africains, a donc consisté à nous appuyer fortement sur la bonne volonté en matière de développement exprimée par les pays créanciers dans différents forums sur le développement et sur le fait qu'il fallait donner à l'Afrique l'espace nécessaire pour se reconstruire après l'annulation de la dette. Nous avons également souligné l'impact négatif des PAS et les sources cachées de la dette telles que les dévaluations, les dettes illégitimes qui ne profitent pas aux citoyens africains, les prêts irresponsables et certaines institutions qui génèrent de la dette en Afrique, telles que les institutions de garantie des crédits à l'exportation. Pour nous engager de manière significative avec les gouvernements et les institutions du Nord en Europe, aux États-Unis et au Canada, nous avons besoin que nos ONG partenaires du Nord nous ouvrent les portes de leurs pays pour que nous puissions y exercer nos activités de lobbying. Tous nos partenaires du Nord ont vu et soutenu notre cause et ont donc facilité l'accès. Nous leur en serons toujours reconnaissants.

De nombreuses ONG, coalitions et réseaux européens et américains ont abordé la question de la dette de manière très technique, notamment en démontrant que les flux nets de ressources allaient de l'Afrique vers le Nord et que le Nord disposait de ressources suffisantes pour effacer la dette. Ils ont souligné le fait que le FMI était assis sur une grande quantité d'or qu'il pouvait vendre pour alléger la dette et que les banques multilatérales (la Banque mondiale et les banques régionales, y compris la Banque africaine de développement) pouvaient effacer les dettes sans que leur notation ne soit affectée parce qu'elles disposaient d'énormes réserves et qu'après tout, elles étaient soutenues par l'aide au développement. Le fait d'être très technique sur la question de la dette a été très utile pour traiter avec les technocrates. Et cela a fonctionné !

Le mouvement du Jubilé 2000 se fonde sur la notion biblique (Lévitique 25 : 8-13) selon laquelle tous les 50 ans doit avoir lieu une année jubilaire au cours de laquelle les esclaves seraient libérés et les dettes remises. Le mouvement a choisi l'année 2000 comme année jubilaire. Sur la base de ce fondement moral, la campagne a été couronnée de succès ! Cependant, dans certains cas, l'appel présentait l'Afrique de manière négative et était donc parfois offensant. Néanmoins, en tant qu'Africains, nous avons pleinement participé au travail du Jubilé 2000 et au succès de l'appel à l'annulation de la dette à Cologne au cours de l'été 1999.

Il convient de mentionner qu'en dépit de tous les efforts déployés par la société civile, et en particulier la contribution sérieuse de la campagne radicale « 50 ans, ça suffit » visant à réformer les institutions de Bretton Woods, le FMI n'a pas bougé du tout. Aujourd'hui encore, les programmes du FMI contiennent les conditionnalités de la politique néolibérale. Les appels à la réforme de l'architecture financière internationale actuelle, au centre de laquelle se trouve le FMI, sont illusoire. L'Organisation mondiale du commerce reste au service des pays du centre et la CNUCED, au fil des ans, s'est contentée de stabiliser les prix des produits de base. Il est temps que les ONG africaines comprennent que nous devons nous concentrer sur nos gouvernements et leurs institutions au niveau continental et sous-régional.



La route vers les processus PPTTE et IADM: xviii

Le chemin vers l'allègement et l'annulation de la dette pour résoudre la première crise de la dette a été long et a commencé à la fin des années 1970 lorsque les pays africains ont commencé à se débattre avec le remboursement de leur dette. Compte tenu de l'existence d'un mécanisme de négociation avec les bailleurs de fonds bilatéraux au sein du Club de Paris, plusieurs pays africains ont fait la queue pour obtenir un rééchelonnement de leur dette. Toutefois, le problème n'a pas pu être résolu par un rééchelonnement et l'on s'est rendu compte qu'il était plus grave en raison de la faiblesse persistante des prix des produits de base dans les années 1980. Le G7 a donc décidé de prendre des décisions sur l'allègement de la dette lors d'une série de réunions, à commencer par celle de Venise, en Italie, en 1987, qui contenait certains éléments d'allègement de la dette allant au-delà du rééchelonnement. D'autres mesures ont été prises à la suite de la réunion du G7 à Toronto en 1988 (termes de Toronto), qui prévoyait différentes options, dont l'annulation pure et simple. En 1991, les conditions de Toronto ont été améliorées et, en 1996, l'initiative PPTTE a vu le jour et a été renforcée en 1999 lors du sommet du G7 à Cologne, à l'apogée du travail de lobbying et de plaidoyer de la société civile et de la remise de 17 millions de signatures du monde entier appelant à l'annulation de la dette. En 2005, l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) a été mise en place après la réunion du G8 à l'hôtel Gleneagles en Écosse, qui a appelé à l'annulation de 100 % de la dette due au FMI, à l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale et au Fonds africain de développement (FAfD) pour les pays qui avaient rempli les conditions requises dans le cadre de l'initiative PPTTE. Tout l'allègement de la dette a été payé par l'aide au développement.

Au moment de la crise financière mondiale de 2008, la plupart des pays africains fortement endettés partaient d'une feuille blanche. La question est de savoir si des leçons ont été tirées de cette crise pour garantir des pratiques de viabilité de la dette à long terme en Afrique.

Le contexte changeant du développement:

Dans les débats sur le financement du développement qui ont suivi la Commission Pearson, de nombreux doutes ont été émis sur l'efficacité de l'aide. L'attention a été réorientée vers la mobilisation des ressources nationales, le commerce international et les flux financiers de capitaux privés. Ces thèmes ont été abordés à Monterey (2002), à Doha (2008) et à Addis-Abeba (2015), où les gouvernements africains ont été clairement informés que la responsabilité de la viabilité de la dette incombait aux pays emprunteurs ! Section 97 et il leur a été conseillé de prêter attention au développement de la science, de la technologie, de l'innovation et du renforcement des capacités en tant que clé de la transformation. La série de discussions sur l'efficacité de l'aide présente le même schéma : Partant du principe que l'aide n'était pas efficace en raison du manque d'harmonisation entre les donateurs, la Déclaration de Rome de 2003 a appelé à l'harmonisation de l'aide des donateurs et a vu la naissance de l'appui budgétaire et des approches sectorielles.

. Celles-ci n'ont pas vraiment porté leurs fruits, sous prétexte que les donateurs dictaient l'agenda du développement et l'allocation financière et que les pays africains devaient être à la place du conducteur. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005 a ensuite appelé à l'appropriation : Les pays en développement doivent définir leurs propres stratégies de réduction de la pauvreté, améliorer leurs institutions et lutter contre la corruption ; Alignement : Les pays bailleurs de fonds s'alignent sur ces objectifs et utilisent des systèmes locaux ; Harmonisation : Les pays donateurs coordonnent, simplifient les procédures et partagent les informations pour éviter les doubles emplois ; Résultats : Les pays en développement et les bailleurs de fonds se concentrent sur les résultats du développement et les résultats sont mesurés ; et Responsabilité mutuelle : Les bailleurs de fonds et les partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement. Ces processus n'ont guère donné de résultats et la réunion de suivi organisée à Accra (Ghana) en 2008 n'a pu que réaffirmer les assurances d'une meilleure action. Une évaluation réalisée par le secrétariat de l'OCDE sur la mise en œuvre des accords de Paris et d'Accra a montré que très peu de progrès avaient été réalisés . C'est probablement pour cette raison que Busan, en Corée du Sud, a accueilli le dernier Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à la fin de l'année 2011. Le message était clair : après de nombreuses années d'aide au développement, de nouveaux acteurs sont apparus et il est donc nécessaire d'abandonner l'aide au développement. Les pays ont été informés que les ressources propres du gouvernement étaient la clé du développement et de la responsabilité des citoyens ; le développement peut être financé par des ressources nationales augmentées en réduisant la corruption, les flux financiers illicites, la mise en commun des financements du secteur privé, par le commerce international (en particulier le développement des marchés régionaux (pour les économies d'échelle) et par la coopération Sud-Sud (par exemple, le cadre des BRICS).

Peu après Busan, de nombreuses sections de développement des ambassades et des agences de développement (Canada, Pays-Bas) ont fermé leurs bureaux dans plus de 33 pays d'Afrique. Ils n'ont laissé derrière eux que des agents commerciaux. Fin 2012, le groupe de travail de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide a été abandonné.

Il est devenu clair pour beaucoup d'entre nous qu'en cas de nouvelle crise de la dette (et il n'y a aucune raison de penser qu'elle pourrait se reproduire), il n'y aurait pas d'aide au développement pour l'annulation de la dette. La restructuration de la dette a déjà été présentée comme la voie à suivre pour toute discussion sur l'allègement de la dette, qui pourrait inclure un moratoire sur les paiements du principal, des échéances plus longues et des taux d'intérêt concessionnels, mais en reportant le fardeau sur les générations suivantes.

La deuxième crise de la dette africaine.

Juste après la crise financière de 2008, la dette africaine a recommencé à augmenter. En 2020, la dette extérieure avait atteint quelque 720 milliards de dollars. Une fois de plus, cette situation est attribuée à la crise financière mondiale de 2008, à la pandémie de COVID-19 et, plus récemment, à la guerre en Ukraine. Comme indiqué plus haut, le jeu consiste désormais à restructurer la dette, étant donné qu'une grande partie de celle-ci est commerciale/privée et que la dette bilatérale est dominée par la Chine. Les pays africains sont en ligne pour la restructuration de leur dette, la Zambie étant la première et vraisemblablement suivie par le Ghana et d'autres. Nous ne savons pas encore comment les choses vont se dérouler.

Quant aux raisons structurelles sous-jacentes de la deuxième crise, la réponse pourrait s'expliquer par la théorie centre-périphérie et son prolongement, la dépendance et le sous-développement.

Conclusions et perspectives d'avenir :

L'Afrique se débat à la périphérie du capitalisme mondial et se trouve toujours dans une situation de dépendance et de sous-développement. Nous devons tous comprendre cette réalité afin de disposer d'un terrain commun et partagé pour la transformation telle qu'elle est envisagée dans l'Agenda 2063 de l'Afrique que nous voulons.

Il y a encore beaucoup de choses que nous pouvons faire, mais fondamentalement, nous devons nous détacher des idées, des processus et des institutions qui nous enferment dans ce mode. Il s'agit par exemple du FMI, de l'OMC et d'autres organismes dont les intérêts ne servent pas le peuple africain. Penser que ces institutions peuvent être réformées ou transformées est une illusion et un luxe que seuls les progressistes mais privilégiés du centre peuvent se permettre. Même les alternatives qui se profilent à l'horizon, telles que la banque de développement des BRICS, doivent être évaluées à l'aide du modèle centre-périphérie, car la Chine et la Russie sont des pays du centre par rapport à l'Afrique. L'industrialisation (même par le biais d'entreprises d'État) est cruciale pour le développement à long terme de l'Afrique, car elle repose sur nos ressources de base. Nous devons produire les biens d'équipement nécessaires à la transformation de nos matières premières, à la production de biens manufacturés et à l'exportation de ces biens, d'abord vers nous-mêmes (Zone commerciale de l'Afrique), puis vers d'autres ! Le commerce extérieur doit être le prolongement du commerce intérieur. C'est là que se situe l'essentiel des fuites de développement et que se trouvent les causes du chômage et de la faiblesse de la base financière pour soutenir tout emprunt ! Si nous ne le faisons pas, l'Afrique restera perpétuellement dans une dette insoutenable !

Le déclin de l'aide au développement est un bon signe pour l'Afrique (même s'il s'agit d'une occasion manquée) et la brutalité de l'architecture financière capitaliste mondiale, telle qu'elle sera expérimentée dans la restructuration de la dette dans la crise actuelle, est un signal d'alarme Appel à l'Afrique pour qu'elle ne se contente pas d'utiliser des ressources empruntées pour la transformation, mais qu'elle identifie également des opportunités de financement supplémentaire du développement, telles que :

- * Lutter plus efficacement contre les flux financiers illicites grâce au partage des connaissances entre les pays africains. Les multinationales sont les principales responsables de cette situation, en particulier dans le secteur minier.
- * Promouvoir les envois de fonds et les investissements de la diaspora en renforçant le cadre politique et réglementaire, étant donné qu'en 2020, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne s'élevaient à 51 milliards de dollars ! L'Afrique a une énorme diaspora ! À cet égard, nous devons inciter les institutions financières et les acteurs du marché des capitaux à développer des produits et des instruments financiers adaptés à la diaspora afin d'attirer les fonds de la diaspora (comptes bancaires et obligations de la diaspora).
- * La diaspora est également un grand réservoir de ressources humaines en sciences mathématiques et en technologie (essentielle pour l'industrialisation) que l'Afrique peut exploiter.
- * Les partenariats public-privé (PPP) dans le processus d'industrialisation sur la base d'un cadre réglementaire renforcé pour les PPP afin de maximiser leurs avantages économiques ; et la finance verte pour le climat.

Mais nous avons besoin d'un État fort et développementiste pour guider le processus de transformation.

En tant qu'ONG, nous avons un rôle essentiel à jouer dans la promotion de cette transformation par le biais d'un programme panafricain.

-
- i.* Voir *Life or Debt : The Stranglehold of Neocolonialism and Africa's search for Alternatives* (La vie ou la dette : l'emprise du néocolonialisme et la recherche d'alternatives par l'Afrique) dans le dossier Tricontinental 63 page 11/18 à <https://thetricontinental.org/dossier-63-african-debt-crisis/>.
 - ii.* Articulé comme le fondamentalisme du FMI et la crise permanente de la dette pp. 5/18-7/18 dans le dossier ci-dessus.
 - iii.* Par essence, le néolibéralisme est une idéologie associée à la promotion du capitalisme de libre marché, à la réduction du rôle de l'État dans l'économie, au libre-échange international, etc. Ronald Regan et Margret Thatcher sont les acteurs les plus connus de la mise en œuvre du programme économique néolibéral.
 - iv.* Par essence, le néolibéralisme est une idéologie associée à la promotion du capitalisme de libre marché, à la réduction du rôle de l'État dans l'économie, au libre-échange international, etc. Ronald Regan et Margret Thatcher sont les acteurs les plus connus de la mise en œuvre du programme économique néolibéral.
 - v.* Il convient de noter que dans sa conception des systèmes mondiaux, Immanuel Wallerstein a également inclus la catégorie des pays de semi-périphérie. Voir par exemple la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=JN6LIMY2ApQ> sur une description de la théorie de la dépendance
 - vi.* Voir par exemple *The Prebisch-Singer Hypothesis : Four Centuries of Evidence*, David I. Harvey, Neil M. Kellard, Jakob B. Madsen, and Mark E. Wohar at UNO Economics Faculty Publications | Department of Economics | University of Nebraska at Omaha (unomaha.edu)
 - vii.* Voir les vidéos sur la décolonisation de l'esprit sur YouTube par Chetna Mehta, Ngugi wa Thiong'o et d'autres.
 - viii.* Le néolibéralisme est une idéologie qui affirme que la réduction du rôle de l'État et la prédominance du marché libre sont la voie du développement (entre autres choses). Voir le consensus de Washington ci-dessous.
 - ix.* Le développement du sous-développement Monthly Review Press 18 avril 1966 https://monthlyreviewarchives.org/index.php/mr/article/view/MR-018-04-1966-08_3
 - x.* Frank soutenait que les pays de la périphérie devaient se détacher du centre au moment où celui-ci était le plus faible (comme l'a fait l'Inde juste après la deuxième guerre mondiale, lorsque la Grande-Bretagne était la plus faible. (Comme l'a fait l'Inde juste après la Seconde Guerre mondiale, lorsque la Grande-Bretagne était au plus bas : l'Inde est alors devenue une puissance économique montante) ou par une révolution socialiste, comme ce fut le cas à Cuba.
 - xi.* Samir Amin : *Maldevelopment* p.70-71 cité dans *Delinking or Globalization* par Jan Neederveen dans son article de synthèse sur l'ouvrage de Samir Amin.
 - xii.* Thomas, Clive : *Dependency and Transformation : The Economics of Transition to Socialism*, Monthly Review Press, 1974.
 - xiii.* Le groupe de Casablanca, composé de dirigeants radicaux, appelle à la création d'une union/fédération politique panafricaine. Il s'agit de l'Algérie, de l'Égypte, du Ghana, de la Guinée, de la Libye, du Mali et du Maroc. Le groupe de Monrovia, quant à lui, composé de l'Éthiopie, du Liberia, du Nigeria, de la Sierra Leone, du Togo, de la Tunisie, de la Zambie et de la Tanzanie, estimait que les États africains indépendants devaient coopérer et exister en harmonie, mais sans fédération politique ni intégration profonde, comme le soutenait son principal rival, le groupe dit de Casablanca. Pour sauver le continent, les deux groupes se sont unis en 1963 pour créer une organisation formelle à l'échelle du continent, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est ensuite transformée en Union africaine.
 - xiv.* Pour une couverture détaillée de ce sujet, voir « *Commodities in Crisis* » par Alfred Maizels à l'adresse suivante <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Book/Book-commodities-crisis.pdf>
 - xv.* *ibid.*
 - xvi.* L'importation d'articles de luxe pour l'élite parce qu'elle pouvait se les offrir quel que soit le taux de change...
 - xvii.* Voir le chapitre 8 : *Proclaiming Jubilee : The Debt and Structural Adjustment Network* par Elizabeth Donnelly dans *Transnational Social Movements, Networks and Norms : Restructuring World Politics* à l'adresse suivante : <https://www.scribd.com/document/241417488/Social-Movements-Protest-And-Contention-14-Sanjeev-Khagram-James-v-Riker-Kathryn-Sikkink-Restructuring-World-Politics-Transnational-Social-Mov>
 - xviii.* Pour un historique détaillé des initiatives d'allègement de la dette, y compris des chiffres, voir *Debt Relief and Sustainability* Boris Gamara et al : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/>
 - xix.* *Better Aid : Efficacité de l'aide 2011 : Progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris* Efficacité de l'aide 2011 : Progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris | fr | OCDE
 - xx.* <https://www.oecd.org/dac/effectiveness/45498646.pdf>
 - xxi.* <https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-04/Migrationanddevelopmentbrief31.pdf> page 25.

Mr. Kapijimpanga - AFRODAD's founder



**AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT**

